

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 12 mars 2018

Le douze mars deux mille dix huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 06 mars 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Jérôme MERLE - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Véronique FERRAZZI à M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à Mme Florence PARVY - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

La séance débute à 19 heures.

Le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint : 25 élus municipaux sont présents, et 7 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Jeannine ANTOINE est désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 25 janvier 2018 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

1 - DGS – SERVICE FINANCES – COMPTE DE GESTION 2017 BUDGET PRINCIPAL VILLE

Jeannine ANTOINE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des recettes, les bordereaux de mandats et les bordereaux de titres de recettes ;

CONSIDERANT le compte de gestion du Trésorier de Fontaine accompagné des états de développement des comptes de tiers, de l'état de l'actif, de l'état du passif, de l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

CONSIDERANT qu'il a été vérifié que le Trésorier de Fontaine a repris dans ses écritures, le montant de chacun des soldes figurant au bilan de sortie de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

CONSIDERANT que toutes les opérations sont régulières et que tous les comptes sont exacts dans leurs résultats ;

CONSIDERANT :

- L'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- L'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- La comptabilité des valeurs inactives ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

- De déclarer que le compte de gestion de l'exercice 2017, dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage, visé et certifié conforme par l'ordonnateur n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ;
- D'approuver le compte de gestion de 2017 dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés,

DECIDE,

- **DE DECLARER** que le compte de gestion de l'exercice 2017, dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage, visé et certifié conforme par l'ordonnateur n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ;

- **D'APPROUVER** le compte de gestion de 2017 dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage.

Monsieur le Maire confie la présidence de la séance à Monsieur Jérôme MERLE pour la présentation de la délibération suivante portant sur le compte administratif 2017, et sort de la salle au moment du vote.

Etaient présents pour cette délibération: M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir pour cette délibération: Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Jérôme MERLE - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Véronique FERRAZZI à M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à Mme Florence PARVY

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	30

2 - DGS – SERVICE FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF 2017 BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE
--

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 12 mars 2018 approuvant le compte de gestion 2017 du Budget Principal de la Ville ;

Après avoir examiné le compte administratif 2017 du Budget Principal de la Ville, et constaté que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion de Monsieur le Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le compte administratif 2017 du Budget Principal de la Ville, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE	SECTION DE FONCTIONNEMENT	17 520 502,24 €	16 613 643,77 €

(mandats et titres)	SECTION D'INVESTISSEMENT	3 643 856,25 €	5 304 369,27 €
+			
REPORTS DE L'EXERCICE 2015	Reports en section de fonctionnement (002)		1 781 328,37 €
	Reports en section d'investissement (001)		5 268 014,10 €
=			
TOTAL (réalisations + reports 2016)		21 164 358,49 €	28 967 355,51 €

RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2017			
	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
SECTION DE FONCTIONNEMENT	17 520 502,24 €	18 394 972,14 €	874 469,90 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	3 643 856,25 €	10 572 383,37 €	6 928 527,12 €

DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est de 874 469,90 € ;

DIRE que le résultat de la section d'investissement est de 6 928 527,12 € ;

DIRE que les restes à réaliser en 2017 sont les suivants :

RESTES A REALISER				
RESTES REALISER REPORTER 2018	A A EN		DEPENSES	RECETTES
		Section d'investissement	420 540,00 €	104 000,00 €

DE CONSTATER les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

DE RECONNAITRE la sincérité des restes à réaliser ;

DE VOTER ET ARRETER les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Monsieur le Maire sort de la salle et ne prend pas part au vote sur cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT QUATRE voix POUR, M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M.

Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Monsieur le Maire rentre en séance après le vote de la délibération n°2.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Jérôme MERLE - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Véronique FERRAZZI à M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à Mme Florence PARVY - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

3 - DGS – SERVICE FINANCES – AFFECTATION DES RÉSULTATS 2017 BUDGET PRINCIPAL VILLE

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

VU le compte administratif 2017 de la Commune et le compte de gestion du Trésorier de Fontaine ;

VU les délibérations du conseil municipal du 12 mars 2018 approuvant le compte administratif 2017 et le compte de gestion 2017 du Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
Résultat de fonctionnement	
A. <u>Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	-906 858,47
B. <u>Résultats antérieurs reportés</u> ligne 002 du compte administratif précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	1 781 328,37
C Résultat à affecter = A. + B. (hors restes à réaliser) (si C. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	874 469,90
Solde d'exécution de la section d'investissement	
D. <u>Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> (précédé de + ou -) D 001 (si déficit) R 001 (si excédent)	+ 6 928 527,12
E. <u>Solde des restes à réaliser d'investissement (3)</u> (précédé du signe + ou -)	- 316 540,00
Besoin de financement F. = D. + E.	0.00
AFFECTATION =C. = G. + H.	874 469,90
1) Affectation en réserves R1068 en investissement G. = au minimum couverture du besoin de financement F	0,00
2) H. Report en fonctionnement R 002 (2)	874 469,90
DEFICIT REPORTE D 002 (4)	

D'ARRETER les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2017,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

4 - DGS – SERVICE FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2018
BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Jérôme MERLE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du conseil municipal en date du 25 janvier 2018 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le budget primitif de la Ville 2018 comme suit :

FONCTIONNEMENT			
		Dépenses de la section de fonctionnement	Recettes de la section de fonctionnement
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	16 665 000,00 €	15 790 530,10 €
	+	+	+
REPORT	RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT	0	0
		<i>(si déficit)</i>	<i>(si excédent)</i>
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE -BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE		874 469,90 €
	002 - TOTAL RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		874 469, 90 €
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 665 000,00 €	16 665 000,00 €

INVESTISSEMENT			
		Dépenses de la section d'investissement	Recettes de la section d'investissement
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	9 161 460,00 €	2 549 472,88 €

	+	+	+
REPORT	RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT- BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE	420 540,00 €	104 000,00 €
		(si déficit)	(si excédent)
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE	0,00 €	6 928 527,12 €
	001 TOTAL SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00 €	6 928 527,12 €
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	9 582 000,00 €	9 582 000,00 €
	TOTAL DU BUDGET	26 247 000,00 €	26 247 000,00 €

Après la présentation du contexte économique et du budget primitif 2018 proprement dit par Jérôme MERLE, suivent les interventions de Michel BARRIONUEVO (2), Yannick BELLE (2), M'Hamed BENHAROUGA (1), Florence PARVY (2), Jérôme MERLE (1), Séverin BATFROI (1), Jean-Pierre SERRAILLIER, (1) Jérôme GIACHINO (1), et Christian COIGNÉ (1).

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER le budget primitif de la Ville 2018 comme ci-dessus.

5 - DGS – SERVICE FINANCES – VOTE DES TAUX D'IMPOSITION

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en date du 25 janvier 2018 ;

CONSIDERANT que les taux des trois taxes locales directes n'ont pas été augmentés depuis 2005;

CONSIDERANT la nécessité d'équilibrer le budget de fonctionnement;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE MAINTENIR le taux de taxe sur le foncier non bâti pour l'année 2018 à 68,61% ;

D'AUGMENTER le taux de la taxe d'habitation et de la taxe sur le foncier bâti pour l'année 2018 comme suit :

TAXE	TAUX 2018
Taxe d'Habitation (TH)	18,14%
Taxe sur le Foncier Bâti (TFB)	37,92%

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

6 - DGS – SERVICE FINANCES – SUBVENTIONS 2018
--

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10, obligeant toute autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant est supérieur à 23 000 euros par an à conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant, les modalités de versement et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ;

VU l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du Conseil Municipal en date du 25 janvier 2018 ;

VU la délibération du conseil municipal du 12 mars 2018 approuvant le budget primitif principal 2018 de la Ville ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER le programme des subventions communales 2018 pour un montant de :

- 232 220 € aux associations,
- 508 000 € au CCAS de Sassenage,

tel que défini dans le tableau suivant et annexé au budget primitif principal 2018 de la Ville, en section de fonctionnement, au chapitre 65, pour les associations :

Subventions de fonctionnement 2018	
<i>Socioculturelles et diverses</i>	<i>Montant</i>
ACADEMIE DE DANSE CORPS ET GRAPHIE	40 000 €
AMICALE DES ANCIENS SAPEURS-POMPIERS	250 €
AMIS DU CHÂTEAU	550 €
AMITIES NATURE SASSENAGE	700 €
ART ET POTERIE MELUSINE	400 €
ATELIER PHOTOGRAPHIE SASSENAGEOIS	250 €
CIE LES BLEUS DE SASSENAGE	300 €
CLUB TEMPS LIBRE	350 €
CONCILIATEURS MEDIEATEURS DU DAUPHINE	100 €
CONFRERIE BLEU VERCORS SASSENAGE	1 500 €
ENVIRONNEMENT ET NATURE A SASSENAGE ENS	7 900 €
F.N.A.C.A.	450 €
GROUPE ITALIANISANT DE SASSENAGE	500 €
HYPE IN STYLE	7 700 €
LA CITE	12 500 €
LA ROUTE DE LA SOIE	250 €
LE SOLEIL SE LEVE A L'EST	250 €
LES CHŒURS DE SASSENAGE	350 €
LES CHŒURS EN FÊTE	150 €
MOZAÏK DU MONDE	300 €
ORCHESTRE HARMONIE DE SASSENAGE	3 500 €
ROCK IN SASS'	250 €
SASSENAGE ENGLISH FRIENDSHIP	500 €
SASSENAGE PHILATELIE	250 €
SAUVETEURS SECOURISTES	3 500 €

SOCIETE MYCOLOGIQUE DE SASSENAGE	250 €
Total Socioculturelles et diverses	83 000 €
<i>Sportives</i>	<i>Montant</i>
ACCA SAINT HUBERT	400 €
AMICALE BOULES	600 €
ARCHERS DE L'OVALIE	1 350 €
AROO38	300 €
AS DESCHAUX	360 €
AS FLEMING	360 €
ATHLETIC CLUB SASSENAGEOIS	900 €
AVIRON	450 €
BADMINTON CLUB	1 350 €
BASKET USS	8 000 €
CLUB MONTAGNARD SASSENAGEOIS	600 €
CYCLOTOURISME USS	850 €
ECOLE DE PLONGEE SASSENAGEOISE	200 €
FCG AMAZONES	9 000 €
FOOTBALL USS	20 000 €
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	2 700 €
JUDO CLUB	6 300 €
KARATE CLUB	2 000 €
KEEP COOL SASSENAGE	300 €
LA REINE BLANCHE DE SASSENAGE	300 €
NATATION	9 000 €
OPEX 38	350 €
PETANQUE LOISIRS SASSENAGE	600 €
PLAN D'EAU DE L'OVALIE	750 €
PLONGEE	900 €
ROLLER HOCKEY	900 €
TENNIS CLUB	4 200 €
TENNIS DE TABLE	4 800 €
TRUITE SASSENAGE	550 €
TWIRLING BATON	2 800 €
Total Sportives	81 170 €
<i>Scolaires</i>	<i>Montant</i>
SCOLAIRE : PROJETS PEDAGOGIQUES	10 000 €
SCOLAIRE : DDEN	150 €
SCOLAIRE : PROJETS CULTURELS	8 700 €
Total Scolaires	18 850 €
<i>Sass'Partage</i>	<i>Montant</i>
SASS'PARTAGE - Fonctionnement	11 700 €
SASS'PARTAGE - Charges de personnel	35 000 €
Total Sass'Partage	46 700 €
TOTAL SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2018	229 720 €

<i>Subventions exceptionnelles</i>	<i>Montant</i>
FOYER SOCIO EDUCATIF COLLEGE FLEMING	500 €
Exceptionnelles non affectées	2 000 €
Total Subventions exceptionnelles	2 500 €
TOTAL GENERAL	232 220 €

D'ADOPTER le programme de répartition des subventions tel que détaillé ci-dessus,

D'INSCRIRE l'ensemble de ces programmes de subventions (associations et CCAS), au budget primitif principal 2018, au chapitre 65.

D'APPROUVER la signature d'une convention d'objectifs avec les bénéficiaires, pour toute subvention supérieure à 23 000 € par an.

Suivent les interventions de Florence PARVY (2), Michel VENDRA, Jérôme MERLE, Jérôme BOETTI DI CASTANO, Yannick BELLE, M'Hamed BENHAROUGA.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER ces propositions.

7 - DGS – SERVICE FINANCES – PROVISIONS POUR GARANTIES D'EMPRUNTS

Jeannine ANTOINE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2252-1 et suivants, D2252-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU la délibération en date du 17 décembre 2008 relative aux provisions pour garanties d'emprunts ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner les garanties d'emprunts accordées aux bailleurs sociaux dans le cadre d'aménagements et d'opérations de construction de logements sociaux sur le territoire de la Commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 90 222,08 € (montant total des garanties annuelles) pour l'exercice 2018,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15172/ONV/01/Chapitre 040.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

8 - DGS – SERVICE FINANCES – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES SUR EMPRUNTS

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2252-1 et suivants, D2252-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2013 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner pour risques et charges sur emprunts (budgétaires) dans le cadre des prêts structurés mis en place suite à renégociation ;

PROPOSE au Conseil Municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 902 000 € (montant total des intérêts et des pénalités provisionnés) pour l'exercice 2018,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15112/ONV/01/Chapitre 040.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**9 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – AUTORISATION DE RECRUTEMENT
D'AGENTS CONTRACTUELS POUR REMPLACER DES AGENTS PUBLICS
MOMENTANÉMENT INDISPONIBLES**

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-1 ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

CONSIDERANT que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels de droit public indisponibles dans les hypothèses exhaustives suivantes énumérées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 :

- temps partiel ;
- congé annuel ;
- congé de maladie, de grave ou de longue maladie ;
- congé de longue durée ;
- congé de maternité ou pour adoption ;
- congé parental ;
- congé de présence parentale ;
- congé de solidarité familiale ;
- accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ;
- ou enfin en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
- disponibilité

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 pour remplacer des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de droit public momentanément indisponibles,

DE PRECISER que Monsieur le Maire sera chargé de la détermination par contrat des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

DE PREVOIR à cette fin une enveloppe de crédits au budget principal de la Ville, sur le chapitre 012.

Michel BARRIONUEVO demande que cette délibération soit portée à la connaissance du Comité Technique de Sassenage. Monsieur le Maire lui répond que ce sera fait.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

10 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – CHANTIERS-JEUNES – CRÉATIONS DE POSTES NON PERMANENTS D'AGENTS CONTRACTUELS ET LEUR RÉMUNÉRATION
--

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 3, précisant la possibilité de recrutements temporaires d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin spécifique ;

VU le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du conseil municipal du 10 février 2003 adoptant le principe de recrutement de personnels remplaçants ou de personnels saisonniers non titulaires, compte tenu des besoins supplémentaires ponctuels, de remplacements de personnels, ou dans l'attente de recrutements de personnels titulaires, et les rémunérant au 1^{er} échelon du grade correspondant au profil de poste ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer annuellement et rendant obsolète la délibération du conseil municipal du 10 février 2003, ci-dessus visée ;

CONSIDERANT la volonté de la Ville de participer à l'insertion professionnelle de jeunes sassenageois ;

CONSIDERANT les besoins recensés qui peuvent être réalisés dans le cadre de chantiers - jeunes en période de vacances scolaires, pour l'année 2018 ;

INDIQUE la nécessité de créer, ponctuellement, 34 postes à temps non complet (20h semaine) durant les vacances scolaires de Printemps, Eté et Automne sur le grade d'adjoint technique, 1^{er} échelon.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires, citées ci-dessus, dans la limite des périodes mentionnées.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

11 - DGS – THEATRE EN ROND - MODIFICATION DES CRITÈRES DE MISE À DISPOSITION DU THÉÂTRE EN ROND POUR LES ASSOCIATIONS, MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION ADAPTÉE ET APPROBATION DES CONVENTIONS TYPES CORRESPONDANTES

Michel VENDRA,

VU l'article L.2144-3 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales précisant que la fixation du montant de la contribution financière due par l'administré pour l'utilisation d'un local communal relève du conseil municipal

VU la délibération municipale n° 28 du 18/12/2014 instaurant les modalités d'attribution de mise à disposition et les tarifs de location du Théâtre en Rond de Sassenage ;

CONSIDERANT que le Théâtre en Rond est de plus en plus sollicité par les associations sassenageoises, et que les coûts de fonctionnement de cet équipement sont en constante augmentation

INDIQUE la nécessité de réguler l'utilisation du Théâtre en Rond et d'ajuster les modalités d'attribution de mise à disposition de cet équipement , pour les associations sassenageoises

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE MODIFIER les critères de mise à disposition du Théâtre en Rond définis par la délibération n°28 du 18 décembre 2014 pour les associations sassenageoises, et d'instaurer, à compter de septembre 2018, comme suit une tarification adaptée :

- Pour les associations de moins de 100 adhérents , deux jours d'occupation maximum par saison , mise en place d'un forfait de 250 € comprenant la mise à disposition de personnel technique (amplitude horaire de 10h maximum) ainsi que l'agent de prévention incendie (SSIAP) obligatoire dès lors que 50 personnes sont présentes.

- Pour les associations de plus de 100 adhérents, quatre jours d'occupation maximum par saison, mise en place d'un forfait de 250 € comprenant la mise à disposition e personnel technique (amplitude horaire de 10h maximum) ainsi que l'agent de prévention incendie SSIAP) obligatoire dès lors que 50 personnes sont présentes.

Si la prestation technique excède ce forfait, l'Entrepôt du Spectacle transmettra à l'utilisateur un devis complémentaire qui restera à l'appréciation et à la charge de l'association.

Pour toutes les associations, au-delà du nombre de jours d'utilisation défini, s'ajoutera, en sus, le montant de la location de 250 € (fixé en délibération du 18/12/2014) soit 500 € par occupation.

D'APPROUVER les deux modèles types ci-annexés de conventions de mise à disposition et de convention de location du Théâtre en Rond, aux associations sassenageoises

D'AUTORISER le Maire de Sassenage et l'adjoint au Maire délégué au tourisme, aux associations et à la culture, à signer les conventions avec chaque association concernée, fixant la redevance d'occupation due en fonction des critères ci-dessus votés par le Conseil Municipal

D'APPROUVER le tableau des tarifs suivant, dont les montants pourront être actualisés ultérieurement par une décision du Maire :

A la journée, de 9h à minuit maximum (dans le cadre de l'organisation d'un spectacle):

	Avec prestation technique et sécurité: présence d'un régisseur (sur une amplitude horaire de 10h maximum) ainsi qu'un agent prévention incendie (sur une amplitude de 4h maximum)		
	En € HT	En € TTC (TVA 20 %)	Caution en €
Entreprise privée, Comité d'entreprise, candidat à campagne électorale			
Siège social sur Sassenage	1 137,50	1 365	800
Siège social hors Sassenage	1 750	2 100	1400
Association loi 1901, ou école			
Siège social sur Sassenage	245.09	250	/
Siège social hors Sassenage	1 500	1 800	1200
Promoteur de spectacle			
Siège social sur Sassenage	1 750	2 100	1400
Siège social hors Sassenage	2 187,5	2 625	1700

Forfait demi-journée, de 12h à minuit maximum (pour une réunion) :

	Avec prestation technique et sécurité: présence d'un régisseur (sur une amplitude horaire de 10h maximum) ainsi qu'un agent prévention incendie (sur une amplitude de 4h maximum)		
	En € HT	En € TTC (TVA 20 %)	Caution en €
Entreprise privée, Comité d'entreprise, candidat à campagne électorale			
Siège social sur Sassenage	525	630	400
Siège social hors Sassenage	875	1 050	700
Association loi 1901, ou école			
Siège social sur Sassenage	245.09	250	/
Siège social hors Sassenage	750	900	600
Promoteur de spectacle			
Siège social sur Sassenage	875	1 050	700
Siège social hors Sassenage	1 050	1 260	800

A l'heure :

	Avec prestation technique et sécurité: présence d'un régisseur ainsi qu'un agent prévention incendie (dès 50 personnes présentes))		
	En € HT	En € TTC (TVA 20 %)	Caution en €
Entreprise privée, Comité d'entreprise, candidat à campagne électorale			
Siège social sur Sassenage	125	150	240
Siège social hors Sassenage	208,33	250	340

DE PRECISER que les recettes correspondantes seront imputées sur le compte
CULT/THER/752 du budget principal de la Ville de Sassenage.

*Suivent les interventions de Florence PARVY, Michel VENDRA, Séverin BATFROI, et
Yannick BELLE.*

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**12 - DVC - SERVICE DES SPORTS – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE
CONVENTION AVEC L'UGA POUR LES MODALITÉS D'UTILISATION DU TERRAIN N° 4
ET DE DEUX VESTIAIRES EXTÉRIEURS DU COMPLEXE JEAN JULIEN**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la demande de la commune de Sassenage d'utiliser pour le compte de ses associations sportives les infrastructures du complexe Jean Julien pour leur permettre d'exercer leurs activités ;

CONSIDERANT le projet de convention ci-annexé ;

PRECISE que la présente convention fixe les modalités d'utilisation du terrain en herbe n°4 et du gymnase du complexe Jean Julien ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention fixant les modalités d'utilisation du terrain n°4 et de deux vestiaires extérieurs du complexe Jean Julien ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

13 - DAE - SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – AVIS SUR LE PROJET DE DÉCLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR LA CARRIÈRE DES CÔTES AVANT APPROBATION PAR LE CONSEIL MÉTROPOLITAIN

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L.5211-57 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Grenoble-Alpes Métropole» ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU l'ordonnance 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-54 et suivants, L.300-6, R.153-13 et R.153-15 ;

VU la délibération du 12 juillet 2005 par laquelle le Conseil municipal de Sassenage a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

VU la délibération du Conseil municipal de Sassenage du 24 septembre 2009 approuvant la modification n°1 du PLU ;

VU la délibération du Conseil municipal de Sassenage du 25 février 2010 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU ;

VU la délibération du Conseil municipal de Sassenage du 15 décembre 2011 approuvant la modification n°2 du PLU ;

VU la délibération du Conseil municipal de Sassenage du 26 septembre 2013 approuvant la modification n°3 du PLU ;

VU la délibération du Conseil métropolitain de Grenoble-Alpes métropole du 29 septembre 2017 approuvant la modification n°4 du PLU ;

VU la décision n°E17000289/38 en date du 19 juillet 2017 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble désignant Monsieur Denis VASSOR en qualité de commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté du Président de Grenoble-Alpes Métropole n°2017-172 en date du 9 octobre 2017 prescrivant l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de la commune de Sassenage, du lundi 30 octobre au mercredi 29 novembre 2017 inclus ;

VU l'avis d'enquête publique du projet de déclaration de projet de la carrière des Côtes emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage diffusé sur le site internet de la Métropole, de la commune, et publié dans le journal Le Dauphiné Libéré les 13 octobre et 3 novembre 2017, dans les annonces légales des Affiches de Grenoble et du Dauphiné les 13 octobre et 3 novembre 2017, et affiché sur les panneaux d'information municipaux de Sassenage et au siège de Grenoble-Alpes Métropole ;

VU l'arrêté du Président de Grenoble-Alpes Métropole n°2017-309 en date du 21 novembre 2017 portant prolongation de ladite enquête publique jusqu'au jeudi 14 décembre 2017 inclus ;

VU l'avis de prolongation de l'enquête publique diffusé sur le site internet de la Métropole, de la commune, publié dans le journal Le Dauphiné Libéré les 24 novembre (logo erroné) et 27 novembre 2017, dans les annonces légales des Affiches de Grenoble et du Dauphiné le 24 novembre 2017, et affiché sur les panneaux d'information municipaux de Sassenage et au siège de Grenoble-Alpes Métropole ;

VU l'avis tacite sans observation de l'Autorité environnementale en date du 24 juin 2017 ;

VU la notification du projet de déclaration de projet relatif à la carrière des Côtes emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage au Préfet et à l'ensemble des personnes publiques associées ;

VU les avis de l'Etat et des Personnes Publiques Associées, ainsi que le procès-verbal de réunion d'examen conjoint ;

VU l'enquête publique relative à cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage qui s'est tenue du lundi 30 octobre 2017 au jeudi 14 décembre 2017 inclus ;

VU le registre d'enquête publique, comportant à la clôture 24 contributions, auxquelles s'ajoutent 44 contributions formulées à la fois par courrier électronique et via le site internet, et 18 contributions orales exprimées lors des permanences ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, en date du 18 janvier 2018 ;

VU la note décrivant les modifications apportées au dossier de déclaration de projet de la carrière des Côtes emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, annexée à la présente délibération ;

VU le dossier de déclaration de projet relatif à la carrière des Côtes emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage ;

PRECISE que les membres du Conseil Municipal ont été destinataires des documents suivants :

- Le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Sassenage
- une note décrivant les modifications apportées au dossier de déclaration de projet pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations formulées par le public pendant l'enquête et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, et justifiant des recommandations que la Métropole ne souhaite pas suivre.

EXPOSE que, depuis le 1er janvier 2015, Grenoble-Alpes Métropole exerce la compétence «plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ». Il lui revient, à cet égard, de mener la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Sassenage.

La présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sassenage au titre de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme concerne la carrière des Côtes qui alimente la cimenterie de Saint-Egrève. Afin de pérenniser l'activité de cette carrière, la société VICAT souhaite en effet :

1. s'étendre sur de nouveaux terrains situés au Nord-Est de son emprise foncière existante (secteur A),
2. régulariser son périmètre d'autorisation afin d'inclure dans ce dernier la totalité de l'installation de traitement associée et les différentes pistes d'accès au site (secteur B),

3. conforter une zone sujette à des glissements au Sud-Ouest du site actuel (secteur C).

La mise en compatibilité du PLU de la commune de Sassenage permettant la réalisation du projet porte sur les points suivants :

- modification du règlement graphique (classement des secteurs A, B et C en zone Nc, réintégration d'environ 5 ha en zone N, suppression d'espaces boisés classés dans les secteurs A et C),
- modification du règlement écrit (suppression du sous-secteur Nbt),
- modification du PADD (ajustement des orientations et prescriptions particulières de la zone Engenières/Pra-Paris),
- complément au rapport de présentation.

Il est précisé que, compte tenu de la présence d'un site Natura 2000 sur le territoire communal, la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Sassenage dans le cadre de la déclaration de projet d'extension de la carrière des Côtes est soumise à évaluation environnementale.

Le dossier d'évaluation environnementale a été transmis le 24 mars 2017 à l'Autorité environnementale qui a rendu un avis tacite sans observation le 24 juin 2017.

La réunion d'examen conjoint a eu lieu le 28 juin 2017. La Direction Départementale des Territoires (DDT) a souligné que la préservation des espaces boisés classés situés au sud de la carrière constituait un élément positif du projet. Elle a par ailleurs demandé des compléments et ajustements du dossier, qui sont détaillés dans la note annexée à la présente délibération.

Par ailleurs, deux avis de personnes publiques associées ont été reçus avant la réunion d'examen conjoint. La Chambre d'agriculture de l'Isère a fait part de son avis favorable sur le projet et le Parc naturel régional du Vercors a noté que les extensions prévues se situent en dehors de son périmètre et que les enjeux du site Natura 2000 semblent avoir été pris en compte et le site Natura 2000 être relativement peu impacté par le projet.

Ces avis et le compte-rendu de la réunion d'examen conjoint ont été joints au dossier d'enquête publique.

Les remarques formulées par les personnes publiques associées dans leur avis et la réponse qui y est apportée ont été reprises dans la note annexée à la présente délibération.

Au cours de l'enquête publique, qui s'est déroulée en Mairie de Sassenage du lundi 30 octobre 2017 au jeudi 14 décembre 2017 inclus, des remarques ont été formulées par le public :

24 contributions ont été apportées au registre papier, auxquelles s'ajoutent 44 contributions formulées à la fois par courrier électronique et via le site internet. Enfin, 18 contributions ont été exprimées oralement lors des permanences.

Ces remarques, synthétisées ci-après, ont fait l'objet d'une réponse de la Métropole auprès du commissaire enquêteur et sont reprises dans la note annexée à la présente délibération.

Elles portent essentiellement sur les points suivants :

Certains riverains s'inquiètent d'une exploitation possible des secteurs B et C et demandent un plan d'exploitation global.

Les modalités de mesure des nuisances (bruit, propagation des vibrations, qualité des eaux, poussières) sont également évoquées avec le souhait qu'elles soient toutes réalisées par des organismes indépendants.

Des remarques portent sur les effets des tirs de mine qui seraient différents selon leur positionnement dans la carrière, ainsi que sur la sécurité de ces tirs de mines.

La question des merlons de protection est par ailleurs soulevée, aussi bien à travers le renfort des merlons actuels que par la création d'un nouveau merlon en limite de la zone A ou encore l'effet de ces remodelages sur le régime des vents.

Certains citoyens s'inquiètent également de la pollution au plomb sur le site de l'ancien ball-trap, mais également des risques géologiques liés aux excavations successives et aux tirs de mines. D'autres s'interrogent sur la nécessité de maintenir la capacité maximale de production à 800.000 tonnes par an alors que le volume d'extraction actuel est de 480.000 tonnes par an.

Des riverains demandent par ailleurs que des mesures soient prises par l'exploitant pour réduire les nuisances sonores générées par le transport par câble des matériaux vers l'usine de Saint-Egrève.

Enfin, a été évoquée la pérennité de l'ouverture au public du chemin des Batteries.

Le commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions motivées le 18 janvier 2018.

Dans ses conclusions motivées, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable pour le projet de mise en compatibilité du PLU de la commune de Sassenage, assorti de trois réserves et de 4 recommandations.

Il est proposé de lever les trois réserves en complétant le rapport de présentation des éléments suivants :

- Reprise des éléments relatifs à l'évaluation environnementale tels que mentionnés à l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme,
- Mention de la nécessité de prévoir, *« en limite du secteur A, le long du chemin des Batteries, une protection visuelle de type merlon paysager ou autre dispositif, selon des caractéristiques exactes qui seront préconisées dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploitation d'une ICPE »*,
- Ajout d'une carte des chemins du secteur (cheminements ouverts au public et anciens chemins non accessibles situés dans la carrière).

Les recommandations formulées par le Commissaire enquêteur sont les suivantes :

- Intégrer au dossier d'approbation qu'il sera procédé, au cours d'un tir de mine, à un calage des mesures de vibrations avec un bureau d'études extérieur,
- Intégrer au dossier d'approbation qu'il sera procédé à une évaluation pour savoir si les effets des tirs de mine sont différents ou non selon leur positionnement au sein de la carrière et que si c'est le cas le plan de tir sera adapté en fonction des zones de tirs pour en diminuer les effets ressentis,
- Intégrer au dossier d'approbation l'intérêt d'étudier, avec des spécialistes en météorologie, les relevés de la station météorologique installée sur le site pour savoir si l'exploitation du secteur A induira ou non un effet sur le régime des vents,
- Intégrer au dossier d'approbation l'intérêt que l'exploitant prenne des mesures pour limiter le bruit du transport par câble, comme l'entretien régulier du matériel et l'insonorisation du bâtiment. »

Il est proposé de ne pas suivre ces quatre recommandations, au motif qu'elles ne relèvent pas de la présente procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme au titre de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme, mais de la future autorisation de renouvellement de l'autorisation d'exploitation. Il convient par ailleurs de noter que le dossier d'autorisation d'exploitation de l'ICPE sera soumis à évaluation environnementale d'une part et à une enquête publique d'autre part.

CONSIDERANT que la note annexée à la présente délibération décrit l'intégralité des modifications apportées au dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU et justifie les recommandations que la Métropole ne souhaite pas suivre.

CONSIDERANT que préalablement à l'approbation par la Métropole du projet tel que présenté, il est sollicité l'avis de la commune, conformément à l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales disposant que les décisions du Conseil métropolitain dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du Conseil municipal concerné.

En conséquence, et compte tenu de ces éléments, **le Rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal :**

DE DONNER un avis favorable sur le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) tel que présenté, avant son approbation par le Conseil métropolitain.

Suivent les interventions de Yannick BELLE, Florence PARVY, et Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**14 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX –
MODIFICATION DU GUIDE INTERNE DES PROCÉDURES D'ACHAT PUBLIC DE LA
VILLE DE SASSENAGE**

Jérôme MERLE,

VU les articles L. 2121-29 et L. 2122-22 et 23 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment ses articles 25 et 27 ;

VU la publication de la Commission européenne du 19 décembre 2017 au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), des nouveaux seuils européens de la passation des marchés publics ;

VU l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

VU l'Arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ;

VU le Décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;

VU la délibération municipale du 15 avril 2014 donnant délégations du Conseil Municipal au maire de Sassenage ;

VU la délibération municipale n° 23 du 17 décembre 2012 approuvant le guide interne de l'achat de la Ville de Sassenage ;

VU le guide interne des procédures d'achat public annexé à la convocation adressée aux membres du Conseil Municipal à la séance du 12 mars 2018 ;

CONSIDERANT que la réglementation applicable aux marchés publics laisse le soin aux acheteurs publics de définir leur politique d'achat ;

CONSIDERANT que le respect des grands principes fondamentaux de la réglementation des marchés publics recommande que ces règles internes propres à la commune de Sassenage soient formalisées au travers d'un guide des procédures d'achat public ;

CONSIDERANT que le principe de transparence des procédures d'achat public recommande que soit rendu public ce guide interne des procédures d'achat public ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le guide de l'achat en application de la publication de la Commission européenne susvisée ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE MODIFIER le guide des procédures internes d'achat public de la Ville de Sassenage en approuvant la nouvelle version ci-annexée fixant les règles de fonctionnement internes à la Ville de Sassenage pour la passation des commandes publiques, ainsi que les modalités de publicité et de mise en concurrence des marchés à procédures adaptée.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

La séance est close à 21 heures et 55 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 15 mars 2018

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 15 mars 2018
no 19

